

EUROPOLITIQUE

Le quotidien des affaires européennes |

| Mercredi 10 février 2010 | N° 3915 | 38^e année |**CRISE GRECQUE**

Préoccupation mais pas panique

La Commission est préoccupée par les défis économiques et budgétaires substantiels auxquels fait face la Grèce, a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques Joaquín Almunia, devant le Parlement européen à Strasbourg le 9 février. C'est un sujet de préoccupation commun « pour la zone euro et pour l'UE dans son ensemble », a-t-il souligné, reconnaissant un « sérieux risque de contagion dans d'autres parties de la zone euro ».

Néanmoins, les Européens n'ont pas besoin de faire appel au Fonds monétaire international (FMI) pour venir en aide à la Grèce et « peuvent » faire face « par eux-mêmes » au problème, a déclaré le commissaire. « Si nous avons un degré de coordination adéquat, si nous avons un engagement politique (...), nous avons plus d'instruments qu'il n'en faut pour faire ce qui est nécessaire pour faire face aux situations délicates comme celle à laquelle nous sommes confrontés actuellement en Grèce », a-t-il précisé. Il y a « un clair soutien » du reste de l'Europe à la Grèce « en échange d'un clair engagement de leur part à faire face à leurs responsabilités », a-t-il encore dit. Les dirigeants des Vingt-sept se réunissent en sommet informel à Bruxelles le 11 février pour discuter de stratégie économique, avec en toile de fond la crise financière et la situation budgétaire catastrophique de la Grèce.

PARLEMENT/COMMISSION

Sommaire

Barroso II décroche 70% des suffrages du Parlement

Par Célia Sampol à Strasbourg

Carton plein pour la Commission Barroso II : le Parlement européen a investi, le 9 février à Strasbourg, la nouvelle équipe exécutive par 488 voix pour, 137 contre et 72 abstentions, soit un soutien massif de 70 % des votants et 106 voix de plus que lors de l'élection de José Manuel Barroso le 16 septembre. Le collège dispose donc d'un large appui des représentants élus pour mener ses travaux jusqu'au 31 octobre 2014.

Le vote d'approbation, intervenu après un long débat, nécessitait une majorité simple des suffrages. Les députés l'avaient lié à la question du renouvellement de l'accord-cadre Parlement/Commission (lire article p. 13). Dans ce contexte, et malgré un large concert de critiques et récriminations (lire article p. 12), les trois grands groupes politiques ont massivement voté en faveur de la Commission. Les conservateurs du PPE (265 sièges) ont

unanimement soutenu l'équipe Barroso dont treize commissaires sur vingt-sept sont de leur propre famille politique, y compris le président.

Du côté des sociaux-démocrates du S&D (184), le chef de file du groupe, l'Allemand Martin Schulz, a reconnu que plus de 90 % de ses troupes étaient pour



L'équipe de José Manuel Barroso dispose d'un large soutien de l'Assemblée présidée par Jerzy Buzek

l'investiture. Embarrassé par cette situation, il a souligné : « Je suis contre Barroso mais je vote pour cette Commission », en insistant sur le

fait qu'il se battra pour que le nouvel Exécutif mette l'accent sur la justice sociale. Les quatorze socialistes français ont en revanche choisi de dire « non ». Chez les libéraux (84), là encore un soutien massif est intervenu à quelques exceptions près comme les six élus français.

Pour le reste, les Verts/ALE (55), la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (35), le groupe d'extrême droite Europe Libertés Démocratie (31) ainsi que les Non-Inscrits (28) ont voté contre, alors que les conserva- (suite p. 9)

Parlement/Commission

(suite de la p. 1)

teurs et réformistes européens, à tendance eurosceptique, se sont abstenus (54). Les trois projets de résolution déposés par les Verts, la GUE et ECR ont été rejetés.

Cette première investiture sous le traité de Lisbonne marque ainsi la fin d'un processus entamé en juin 2009 avec les élections européennes, suivies de la nomi-

nation du président de la Commission en septembre et des auditions des commissaires en janvier-février. Elle met également fin à la période d'affaires courantes de l'équipe Barroso I qui a démarré le 1^{er} novembre. La nouvelle équipe prendra officiellement ses fonctions le 10 février après avoir prêté serment devant la Cour de justice de Luxembourg et suite à sa nomination par le Conseil à la majorité qualifiée (par procédure écrite). Dès le 11 février,

le président Barroso assistera au Conseil européen informel dédié entre autres à la stratégie économique 2020. La crise économique et sociale sera certainement le dossier dominant de l'année à venir auquel devra s'atteler la Commission. En termes pratiques, celle-ci se rendra dans les prochains jours à Madrid pour rencontrer les ministres de la présidence espagnole du Conseil et sa première réunion hebdomadaire se tiendra le 17 février. ■

Les votes du Parlement européen sur José Manuel Barroso et la Commission européenne

	+	-	o	Total
Barroso				
21 juillet 2004				
votes	413	251	44	708
pourcentage	58,33 %	35,45 %	6,21 %	
Commission 2004				
18 novembre 2004				
votes	449	149	82	680
pourcentage	66,03 %	21,9 %	12,06 %	
Barroso				
16 septembre 2009				
votes	382	219	117	718
pourcentage	53,2 %	30,5 %	16,30 %	
Commission 2010				
9 février 2010				
votes	488	137	72	697
pourcentage	70,01 %	19,66 %	10,33 %	

EUROPOLITIQUE

JE PENSE DONC JE LIS

Renseignements :
abonnements@europolitique.info